ÉCOLE La déperdition scolaire

Par Ahmed Tessa

C'est la fin de l'année scolaire, c'est aussi le début d'une angoisse supplémentaire pour les parents et les leurs enfants. Après celle des verdicts prononcés par les examens ou les conseils de classe, voilà que pointe l'épreuve de l'orientation : celle choisie, ou imposée, voire l'exclusion hypocritement qualifiée d'«orientation vers la vie active». A croire que notre système scolaire a été pensé, dès l'entrée en première année du primaire, en termes de contraintes, d'obstacles à sauter et d'épreuves douloureuses à subir en toute impuissance.

Depuis des décennies, nos médias en parlent à profusion, les spécialistes l'analysent sous tous les angles et les parents s'en plaignent, à raison, et ses victimes la vivent avec un sentiment d'injustice : le constat est récurrent. Il s'agit du fléau de la déperdition scolaire. Définition. La déperdition scolaire et universitaire, en étroite interdépendance, se décline en trois volets : économique, social et psychopédagogique. Les analystes l'appréhendent en termes financiers. Elle coûte énormément au budget de l'Etat, celui de l'éducation nationale subit de plein fouet cette saignée.

Sur le plan social, les élèves et les étudiants «éjectés» du système souffrent de l'absence d'une qualification les habilitant à entrevoir une insertion dans le monde du travail, sans occulter ses répercussions sur le plan psychologique (frustration, défiance, violence). Souvent, non contente d'exclure, la déperdition s'accompagne d'une privation en compétences intellectuelles. Plus grave, elle est la conséquence la plus visible de cette privation. Cette dernière est générée, non pas par une tare innée chez l'élève exclu, mais par les dysfonctionnements des dispositifs pédagogiques mis en place par l'école et l'université.

Le système éducatif algérien dans ses trois segments – scolaire, professionnel et universitaire – reste plombé par une vision héritée de la France d'antan, la coloniale. Certes, des velléités de changement existent mais insuffisantes. Ce mimétisme de mauvais aloi se retrouve, tant dans le système d'évaluation du travail scolaire des élèves, que dans leur l'orientation. A l'origine, un état d'esprit nocif : la dévalorisation, par les institutions et la société, des métiers manuels et de la voie professionnelle dans son ensemble. Et les dégâts sont énormes pour le développement du pays. C'est le lot des pays qui restent verrouillés au modèle jacobin du mérite aristocratique de la vieille France. Un miroir aux alouettes, pas plus ! Quand le mimétisme aveugle devient la règle, la comparaison devient déraison.

Les pays anglo-saxons, scandinaves et asiatiques, eux, ne font aucune distinction entre la voie de l'enseignement général et celle dite professionnelle. Ces deux voies, après le collège, possèdent le même statut académique. La voie professionnelle est éligible, selon des modalités spécifiques, à l'enseignement universitaire.

La bonne santé économique de l'Allemagne et de la Suisse pour ne citer que celles-là, le dynamisme de leurs PME-PMI, s'expliquent notamment par le double choix : une valorisation académique et sociale de la voie professionnelle et une orientation scolaire ciblée, adaptée aux besoins exprimés par les capacités de l'élève. Dans ces pays, presque les deux-tiers des élèves de fin de collège choisissent la voie professionnelle, avec des études en alternance, théoriques et pratiques, en immersion dans l'entreprise. Conséquence positive : l'université classique ne connaît pas la pression des effectifs. C'est vrai que ces pays ont mis en place des infrastructures d'enseignement professionnel en quantité et en qualité. Stratégie globale et approche systémique dans les faits et non dans les discours.

Evolution et...

Le concept de formation professionnelle n'est pas né chez nous. C'est en 1947 que furent créés, en France, les centres de formation professionnels pour adultes (les CFPA), ancêtres de nos actuelles écoles de formation professionnelle. Leur création répondait au souci de satisfaire aux besoins colossaux en main-d'œuvre qualifiée d'une France dévastée par la Deuxième Guerre mondiale. Depuis, la généreuse idée de ses pionniers a largement évolué. On s'est rendu compte qu'un niveau de connaissances et de compétences de base était indispensable. C'est ainsi que la fin du collège et, par la suite, du secondaire ont remplacé les critères de recrutement des années 1950-1960. A l'époque, il était exigé du postulant à la FP seulement un niveau élémentaire en calcul et lecture. Chemin faisant, la modernisation technologique a entraîné, à la hausse, la qualité dans les programmes et les méthodes de la formation professionnelle. Depuis deux décennies, la tendance mondiale s'inscrit dans la logique du relèvement du Smig scolaire, de la fin du collège, il passe à la fin du cycle secondaire. Le but de cette hausse est évident : s'adapter à l'explosion des connaissances, répondre aux exigences de la productivité économique et coller aux défis des nouvelles technologies.

De nos jours, tous les pays développés – même ceux à forte tradition de double sélection, scolaire et sociale – dotent leurs élèves d'un niveau de la fin des études secondaires. L'enseignement professionnel y a droit de cité avec le même statut que l'enseignement général. La pédagogie scolaire y est conçue et élaborée dans le but d'outiller l'élève de toutes les compétences nécessaires à la réussite de son cursus scolaire : jusqu'aux portes de l'enseignement supérieur. Ce dernier palier reçoit, aussi, selon des modalités d'admission diverses, les lauréats de l'enseignement professionnel. Quant à ceux qui ont choisi (ou été orientés vers) la formation professionnelle, ils peuvent postuler à l'enseignement professionnel et, par la suite, accéder au mérite à l'université dans une filière d'ingéniorat. Un maçon ou un plombier n'est plus cet analphabète ou ce recalé du cycle scolaire.

C'est dire si la motivation générée par cette valorisation académique de la voie professionnelle (formation ou enseignement) ne porte pas ses fruits. Les élèves ne la rejettent pas, bien au contraire (cas de l'Allemagne et de la Suisse).

De la sorte, à la fin du collège, l'élève a droit au choix entre deux types d'orientation vers le cycle secondaire : la voie de l'enseignement général ou la voie de l'enseignement professionnel. Il n'émargera pas au registre de la déperdition scolaire qui n'a pas lieu d'être, la quasi-totalité d'une classe d'âge étant amenée au terme du secondaire. D'ailleurs, dans ces pays, de brillants collégiens choisissent la voie professionnelle. Soit par vocation soit par souci d'une insertion rapide dans le monde du travail. Il ne s'agit pas d'une orientation par l'échec comme c'est le cas chez nous.

Tout au long de sa scolarité, l'élève côtoie des artisans en action, les observe, les questionne. Il visite des entreprises, des fermes, des institutions, se familiarise avec une multitude de métiers, quitte à ce que ces derniers soient présentés, en classe, sous forme de documentaires vidéo. La pédagogie est ouverte sur la vie : au primaire il découvre des métiers. Au collège et au lycée, il reçoit une information ciblée et plus fouillée sur le monde du travail. Ainsi se prépare son orientation future, se construit son choix et souvent son projet de vie.

C'est dans ce sillage que sont nés les lycées professionnels en France. Leurs études sont sanctionnées par le bac professionnel. Parallèlement, d'autres institutions, complémentaires au système scolaire, assurent la promotion de ces métiers méprisés. La France, pourtant connue pour son attachement à l'arbitraire élitisme bourgeois, a fini par se rendre à l'évidence d'une valorisation des métiers, quels qu'ils soient. Il existe une université des métiers et un diplôme inédit : le MOF (meilleur ouvrier de France). Ce dernier est reconnu par l'Etat français comme l'équivalent d'un bac + 2. Ses titulaires appartiennent à environ 200 métiers dits manuels : cuisinier, pâtissier, ébéniste, plâtrier, fromager…

L'Ecole de la Ville de Paris n'est-elle pas la plus enviée ? Elle forme aux métiers dits d'entretien ou d'éboueurs. Et oui, c'est la vérité. Il faut s'inscrire des mois à l'avance pour espérer y concourir. Nombreux sont les universitaires à figurer sur les listes d'attente. A l'instar de ce couple présenté lors d'un reportage sur France 2: lui, médecin et elle, infirmière d'Etat. Ils ont abandonné leur emploi pour réaliser leur rêve : travailler librement, à des heures flexibles et tôt les matinées. En Pologne, Lech Walesa, électricien de son état, n'a-t-il pas fini par devenir le premier président, démocratiquement élu ? Et précision de taille : son niveau intellectuel n'a rien à voir avec celui des présidents auto- proclamés des républiques bananières. Comme quoi il n'existe pas de (sot) métier inéligible à une formation supérieure. L'essentiel étant de doter les élèves de ce «Smig» scolaire, inévitable en ce troisième millénaire, à savoir le niveau de la fin de l'enseignement secondaire. En quoi le titulaire d'un de ces métiers serait-il inintelligent comme d'aucuns le pensent et le disent ? La psychologie moderne n'a-t-elle pas isolé chez les êtres humains des formes d'intelligence particulières ? Elle est dite à prédominance concrète et sensorielle chez les uns — notamment les créatifs (artisans et artistes). Chez d'autres — et qui ne sont pas forcément non créatifs – l'intelligence est abstraite et conceptuelle. Pourquoi l'éducation scolaire ne s'appuierait-elle pas sur ces progrès de la psychologie ? A la clé un impact considérable sur la scolarité des enfants, leur orientation et, partant, leur existence d'adulte. L'Algérie ira dans le mur, tête baissée, si ses instances universitaires persistent dans cette double attitude suicidaire : le mépris de la voie professionnelle et le maintien d'un accès unique à l'université, celui de l'examen terminal de l'enseignement général. Actuellement, dans cette inflation d'universités — ouvertes jusque dans des daïras — notre pays forme, en quantité industrielle, des juristes, des historiens, des économistes, des biologistes. Pour l'écrasante majorité d'entre eux, le chômage sera leur seul port d'attache. Et à l'Etat d'importer toutes les autres compétences mise au rebut d'une mentalité rétrograde : les maçons, plombiers, agriculteurs, horticulteurs… N'est-ce pas là une situation vécue au quotidien ?

...mandarinat

Le mandarinat est ce sentiment de la toute-puissance accolée de façon unilatérale et arbitraire au titre et à la fonction. L'équivalent du despotisme mégalomane. Balayé en France par les luttes progressistes le voilà revenir en force chez nous. Les nôtres rêvent de sévir tels des mandarins français de funeste mémoire. Ils refusent l'accès à l'enseignement supérieur aux lauréats de l'enseignement professionnel.

Ici un témoignage vivant de cet ostracisme officiel qui frappe la voie professionnelle. C'est une profession de foi proclamée, haut et fort, par un responsable universitaire. Nous sommes en 2013, dans une intervention à la Chaîne III, un haut cadre du MERS déclare – nous le citons : «Le secteur de la FP a fort à faire avec les 30% de déperdition scolaire. Ils n'ont qu'à s'occuper d'eux.

Nous, notre préoccupation, c'est la qualité.» Un morceau d'anthologie ! Non seulement il ne reconnaît pas à ses collègues du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels un quelconque souci de la qualité, mais il donne à comprendre aux élèves recalés – ainsi programmés par le système scolaire — qu'ils sont des bons à rien. Il les condamne à vie. A le suivre dans son raisonnement, la déperdition scolaire serait une fatalité.

Souvent, non contente d'exclure, la déperdition s'accompagne d'une privation en compétences intellectuelles. Plus grave, elle est la conséquence la plus visible de cette privation. Cette dernière est générée, non pas par une tare innée chez l'élève exclu, mais par les dysfonctionnements des dispositifs pédagogiques mis en place par l'école et l'université.

L'Algérie ira dans le mur, tête baissée, si ses instances universitaires persistent dans cette double attitude suicidaire : le mépris de la voie professionnelle et le maintien d'un accès unique à l'université, celui de l'examen terminal de l'enseignement général. Actuellement, dans cette inflation d'universités — ouvertes jusque dans des daïras — notre pays forme, en quantité industrielle, des juristes, des historiens, des économistes, des biologistes.